

Clauses du contrat de travail

Clause de mobilité et de résidence

Définition

Clause permet à l'employeur de modifier unilatéralement, soit le lieu de travail, soit les attributions aux salariés.

Conditions de validités

- Doit être acceptée de manière claire et précise
- Doit être rédigé de manière claire et précise
- Ne doit pas porter atteinte aux libertés fondamentales...
- Ne doit pas entraîner une baisse de la rémunération du salarié
- Mise en oeuvre dans l'intérêt légitime de l'entreprise
- Elle doit être limitée dans le temps et l'espace
- Prévoir un délai de prévenance

Clauses d'exclusivité

Définition

- Interdit au salarié pendant l'exécution de son contrat d'exercer une autre activité même non concurrente pour son compte ou pour le compte de l'employeur.
- Ces clauses sont légales dans la mesure où on ne porte pas atteinte aux libertés fondamentales du salarié notamment pour le respect de la vie privée.

Clause de rémunération

Définition

- Ne doivent pas être discriminatoires, elles doivent respecter le SMIC et ne pas permettre l'imputation sur le salaire des pertes de l'entreprise ou de frais professionnels et elle doit reposer sur des éléments objectifs qui ne dépendent pas de la volonté de l'employeur.
- De plus le salarié doit être déterminable en fonction de critères précis et objectifs
- Les clauses qui permettent l'indemnisation du salaire et qui font dépendre le salaire la seule volonté de l'employeur sont totalement illicite, par exemple paiement de prime en cas de résultat suffisant de l'entreprise
- La clause de révision de salaire sont licites dans la mesure où elles ne permettent pas à l'employeur de modifier unilatéralement la rémunération
- Les clauses d'indexation sont licites dans la mesure où l'indice n'est pas le MSIC, le niveau général des taux et des salaires, le prix des biens produits et services sans rapport avec l'activités.

Non concurrence

Pendant l'exécution du contrat de travail

- Pendant toute la durée du contrat de travail, le salarié n'a pas le droit d'exercer une activité concurrente de celle de son employeur
- Sanction**
 - Licenciement pour motif réel e sérieuse, même en absence de clause de non-concurrence
 - Pendant le préavis exécuté, le salarié est encore tenu à l'obligation de non concurrence
 - Garder le secret pro

Après l'exécution du contrat de travail

- Respect de la liberté d'embauche et d'établissement
- Mais dans certaines conditions, le salarié commet un acte de concurrence déloyale, qui n'est pas une infraction mais une application jurisprudentielle de l'obligation de loyauté et sanctionnée par des dommages et intérêts.
- Catégorie de concurrence déloyale**
 - Dénigrement de produits
 - Confusion entretenue entre l'ancienne et la nouvelle entreprise
 - Détournement de clientèle
 - Débauchage des salariés de l'ancien employeur
- Définition**

Clause dont l'objet est d'interdire à un ancien salarié après son départ de l'entreprise d'exercer d'une activité professionnelle concurrente qui porterait atteinte aux intérêts de son ancien employeur.
- Conditions de validité**
 - Conditions de fond
 - Dans l'intérêt de l'entreprise
 - Conditions de forme
 - Il faut que la clause soit écrite dans le contrat de travail ou une disposition de la convention collective.
- Annulation de la clause de non concurrence**

Seul le salarié peut demander devant le conseil des prud'Homme
- Conditions d'applications**

Elle prend effet à la rupture du contrat de travail, quelques soit la clause générale. Tout dépend de ce qu'il y a écrit dans le contrat de travail.
- Renonciation de l'employeur**

L'employeur peut y renoncer de façon express, dans un certain délai prévu dans la convention collective
- Indemnisation**

Non dérisoire et obligatoire, elle a le caractère d'un salaire
- Sanction**

Si le nouvel employeur connaissait cette clause, avant l'embauche il peut être poursuivi en concurrence déloyale. S'il la découvre après, il peut licencier le salarié pour faute grave.

Clause de clientèle

Elles sont assimilées à des clauses de non-concurrence par la jurisprudence et doivent respecter les mêmes conditions.

Clause pénale

Ce sont des clauses qui prévoit à l'avance la sanction en cas de violation. Elles peuvent être révisée par le juge.

Clause de dédit de formation

Définition

- Clause contractuelle par laquelle le salarié reste au service de l'entreprise après sa formation pendant une certaine durée, sauf à verser en cas de départ prématuré une somme forfaitaire.
- Elles sont licites si elles sont écrites, ont une contrepartie financière et n'entravent pas la liberté contractuelle.
- Elles ne peuvent être mise en œuvre que si la rupture du contrat est imputable au salarié et si l'employeur a payé une formation plus chère que le montant de la taxe due au titre de cette formation.

Conditions

- Conditions de forme**

Convention conclue avant le début de la formation avec les mentions obligatoires (date, durée de formation et son coût réel pour l'employeur avec le montant et les modalités de remboursement pour le salarié)
- Conditions de fond**
 - La clause ne doit pas empêcher le salarié de démissionner et donc doit être brève (2-3 ans) et le montant de l'indemnité de dédit ne doit pas être supérieur au coût de la formation.
 - Les frais de formation de l'employeur ne doivent pas être supérieur aux dépenses exigées par la loi.
 - La clause ne peut pas être appliquée quand la rupture est imputable à l'employeur sauf faute grave ou lourde du salarié.